



JEUNE GARDE n°2

Organe de la Ligue Communiste
et des Cercles Rouges Lycéens
d'Orléans / dec. 71

Supplément à ROUGE 136. Directeur de la publication : C. Michaloux. Imp. Spé de la Ligue 10, impasse Guéménée. Paris 4^e.

0,20f.

Fin octobre une note confidentielle du ministre à tous les chefs d'établissement était publiée, affichée, diffusée, lue par des dizaines de milliers de lycéens.

Cette circulaire explique le plus clairement possible la politique du pouvoir face aux mouvements lycéens, elle

explique aussi le sens de la participation : "Il (le proviseur) leur rappellera qu'il existe des moyens réglementaires d'exprimer et de défendre leurs points de vue : demandes présentées au chef d'établissement par leurs délégués élus, saisie de la Commission Permanente ou du Conseil d'Administration."

Cette circulaire reçut rapidement la réponse qu'elle méritait. Lundi 29 novembre, une première manifestation regroupa 5000 lycéens pendant 3/4 d'heure. Mercredi 1^{er} c'est 8000 lycéens qui manifestent, vendredi 3 les manifs par quartier totalisent plus de 10.000 participants. Un comité de coordination assure la liaison des luttes de toute la région parisienne.

La continuité des mobilisations dans les lycées (Mai 68, Guiot, Circulaire Guichard) exprime les motivations profondes des lycéens contre un enseignement dogmatique coupé de la vie, la participation, la répression familiale et sexuelle.

Les cortèges lycéens à Paris, mais aussi à Rennes, Rouen et Marseille n'expriment pas une lutte pour telle ou telle revendication mais une révolte globale contre le système bourgeois.

"À bas le lycée caserne", "Circulaire Guichard, circulaire scélérat", "Papa Maman ton fils est dans la rue". Le mouvement est d'emblée beaucoup plus politique que pour l'affaire Guiot.

Les lycéens apprennent à mener une bataille politique prolongée. Et les moyens d'action utilisés sont déjà une victoire :

- la circulaire Guichard interdit toute réunion: des AG ont eu lieu dans plus de 100 lycées.

- la circulaire Guichard refuse toute légalité à ces AG: elles ont voté la grève, puis des résolutions, organisés des manifs, envoyées des délégués aux comités de coordination.

Les cercles Rouges, qui regroupent les sympathisants de la Ligue Communiste, et les lecteurs de Rouge ont partout tenté d'impulser des Comités de Lutte de façon à ce que le mouvement se fasse dans l'unité la plus large possible et que la grève soit menée d'une façon démocratique.

L'UNCAL et la JC qui, par leur hystérie anti-gauchiste s'étaient après MAI 68 exclus des lycées, ont voulu les réintégrer. Au lycée Balzac alors qu'un millier de lycéens rejoignent les manifs, 13 lycéens de l'UNCAL font ... un sit-in devant le lycée. Le mouvement lycéen ne s'organise ni dans les conseils d'administration, ni à coups de communiqués, il s'organise dans les Comités de Grève et de Lutte qui se coordonnent entre eux.

La lutte que les lycéens mènent aujourd'hui est un avertissement pour le pouvoir. Alors que celui-ci se décompose sous les scandales, les mobilisations montrent l'émergence d'un réel mouvement de masse. Les militants de la Ligue Communiste et des Cercles Rouges apporteront leur contribution, en étant à l'initiative des luttes, à la bataille incessante contre le régime corrompu, bataille qui se mène directement sur le terrain politique.

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS

PARIS

Mercredi 24 nov.: à Montaigne 3 lycéens doivent passer devant le Conseil de discipline pour avoir appelé à une AG. Devant l'agitation l'administration appelle des vigiles pour contrôler les entrées.

Vendredi 26: un comité de coordination regroupe 15 lycées, décide de 2 journées d'action. Montaigne est en grève. Meeting de 600 lycéens à Jussieu.

Lundi 29: le mouvement gagne 20 lycées. 1^o manif de 5000 lycéens au quartier Latin.

Mardi 30: les 3 lycéens de Montaigne sont exclus. Grève dans plus de 30 lycées.

Mercredi 1^o déc.: 8000 lycéens manifestent.

Jeudi 2: extension du mouvement en banlieu et en province.

Vendredi 3: manifs par quartier. Plus de 10.000.

Samedi 4/ journée de popularisation et d'explication des luttes à la population: tracts, prises de parole.

Lundi 6/ des manifs locales sont décidées par le comité de coordination.

PROVINCE

RENNES:

Vendredi 3 déc.: 2000 lycéens manifestent.

ROUEN:

Lundi 6: 3000 manifestent.
Mardi 7: 5000 "

VEYRE:

Mercredi 8: 600 lycéens manifestent.

MARSEILLE: un lycéen est exclu

Mardi 30 nov: manif de 1500 lycéens.

Mercredi 1^odéc: la grève s'étend à tous les lycées et CET.

Jeudi 2: 3000 lycéens sur la Canebière. Les flics chargent. L'UD CFDT publient un communiqué contre la répression.

Vendredi 3: meeting de 2000 lycéens. 20.000 tracts sont distribués à la population. Les manifs sont interdites par le préfet. 1500 lycéens tiennent un meeting à la fac et désident de structurer le mouvement dans des comités de Lutte. La fac est bombardée de grenades lacrymogènes par la police.

LA CIRCULAIRE GUICHARD

Note confidentielle à n'ouvrir que par le chef d'établissement :

Monsieur le ministre de l'éducation nationale m'invite à vous communiquer ses instructions sur la conduite qu'il vous conviendra d'adopter si, au cours de l'année scolaire des désordres se produisent du fait des élèves dans l'établissement placé sous votre direction.

- 1^o en aucun cas la présence d'élèves refusant d'assister aux cours ne doit être tolérée dans l'enceinte scolaire. Si des mouvements de ce genre se produisent le chef d'établissement doit interdire toute A.G et inviter immédiatement les élèves à rejoindre leurs classes, en s'abstenant de toute discussion avec eux sur des revendications éventuelles. Il leur rappellera qu'il existe des moyens réglementaires d'exprimer et de défendre leur point de vue : demandes présentées au chef d'établissement par leurs délégués élus, saisie de la commission permanente ou du conseil d'administration. Ceux des élèves qui refuseraient d'exécuter cet ordre seront remis à leur famille avertis par télégramme, par téléphone, au plus tard à la fin de la journée où le mouvement s'est produit.
- 2^o Dans l'hypothèse où le grand nombre des refus rendrait difficile l'application de mesures individuelles, les recteurs pourront prononcer, après consultation de la commission permanente, la fermeture temporaire de l'établissement et faire procéder à son évacuation.
- 3^o Les élèves remis à leur famille seront réinscrits sur engagement signé par eux et leurs parents d'assister régulièrement aux cours.

Les élèves qui refuseraient cet engagement seront laissés à leur famille jusqu'à comparution devant le conseil de discipline.

En effet la participation régulière aux cours est une obligation fondamentale pour les élèves; elle ne souffre aucune dérogation sauf pour raisons médicales et le droit de grève n'appartient qu'aux salariés. Il sera rappeler à tous les professeurs qu'ils doivent procéder au contrôle des absences. Les inspecteurs généraux, dont l'attention a été tout spécialement appliquée sur ce point, feront, au cours de leurs tournées toutes les vérifications utiles à cet égard.

Vous voudrez bien me rendre compte dans les délais les plus brefs de tout incident afin que je puisse prendre les mesures qui s'imposent dans l'immédiat en attendant d'avoir pu recevoir auprès de Monsieur le Recteur d'Académie les directives qu'il y aura lieu d'envisager et d'appliquer éventuellement. J'attire votre attention sur le caractère confidentiel des présentes instructions qui ne doivent pas être diffusées.

Note publiée par Rouge (n°130)

RAS LE BOL !

Avec la "note confidentielle" publiée dans Rouge n° 130 la répression de plus en plus virulente est officialisée.

Cette note, dont nombreux journaux ont parlé, est particulièrement significative de la politique du pouvoir dans les lycées.

Elle demande aux chefs d'établissements l'interdiction de toutes R.G dans les lycées, qu'ils s'abstinent de toutes discussions sur les revendications des élèves, qu'ils renvoient purement et simplement tout élève refusant d'exécuter leurs ordres, et que le lycée soit fermé si le nombre d'élèves grévistes est trop important. Les élèves pour se réinscrire devront signer, ainsi que leurs parents, un engagement d'assister à tous les cours.

Puis cette note appelle les professeurs à relever les absences et les menace par des vérifications éventuelles effectuées par les inspecteurs généraux.

Mais le pouvoir par l'intermédiaire de l'administration n'avait pas attendu cette circulaire pour frapper aussi bien les élèves que les professeurs.

Quelques cas parmi tant d'autre :

-- Vergnes, agréré, dix ans de suspension pour refus d'inspection.

-- Péron : prof. d'éducation physique refuse de transformer ses cours en sélection des futurs champions, muté d'office et 4 mois de suspension sans traitement.

-- Polat, Bertin etc...

En ce qui concerne les élèves, les valets de Monsieur Guichard n'y sont pas allés non plus avec le dos de la cuillère, ainsi l'affaire Lerville à Paris, et localement La Source où des dizaines d'élèves se sont faits renvoyer (non autorisés à redoubler, à passer dans la classe supérieure).

La plupart de ces renvois étaient simplement des renvois de l'internat mais si l'élève ne peut se réins-

crire dans les internats d'autres lycées à cause du manque de place ou que ses parents n'ont pas les moyens de lui payer une chambre en ville, cela équivaut à un renvoi pur et simple.

POURQUOI LA REPRESSEION ?

Mai 68, c'est l'ébranlement de l'ordre moral dans les lycées. Les lycéens apprennent à faire grève, à manifester, réclament le droit d'expression, la liberté politique dans les lycées. Les lycées sont essentiels dans la formation de la future main-d'œuvre pour le pouvoir. Il lui faut donc les reprendre en main, y rétablir "l'ordre moral" dangereusement remis en cause.

Le meilleur moyen est la répression, mais une répression trop brutale pourrait développer les luttes lycéennes. Alors on essaie d'intégrer les élèves par le biais de la participation. Avec la remise en cause de cette participation le pouvoir intensifie la répression. La répression, pour le pouvoir, a un autre avantage, celui de préparer les élèves à la vie qu'ils mèneront plus tard. D'abord l'armée dans laquelle la répression est la plus visible et la plus brutale puis le travail.

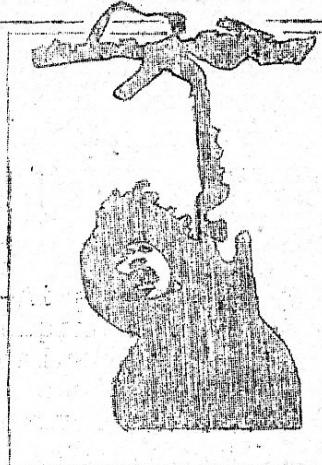
Un des rôle de l'armée et des lycées est donc l'abrutissement afin de former de bons petits citoyens dociles.

COMMENT LUTTER CONTRE LA REPRESSEION ?

Différents exemples, comme l'affaire Guiot ou l'affaire Lerville ou plus récemment l'exclusion de trois élèves du lycée Millet de Cherbourg montrent que l'Administration ou le pouvoir ont reculé face à une mobilisation de masse des lycéens.

DANS LES COMITES DE LUTTE ORGANISONS LA RIPOSTE !

la salle guerre continue



Une grande partie de l'opinion américaine se dresse contre la politique belliciste de l'Administration NIXON et manifeste ouvertement sa volonté d'en finir avec la "sale guerre". Les soldats américains super équipés et super entraînés pour défendre les "libertés essentielles" du monde occidental contre la vermine communiste ont perdu leur réputation de superman, battus par les petits hommes en pyjama noir. (EH, EH!)

Le rôle de la révolution Viet Namienne pour la jeunesse américaine est déterminant : la guerre du Viet Nam a fait prendre conscience aux jeunes américains de la politique impérialiste et belliciste de leur gouvernement pour écraser tout processus révolutionnaire de libération et afin de garder une zone d'influence, source de profits pour les industriels capitalistes.

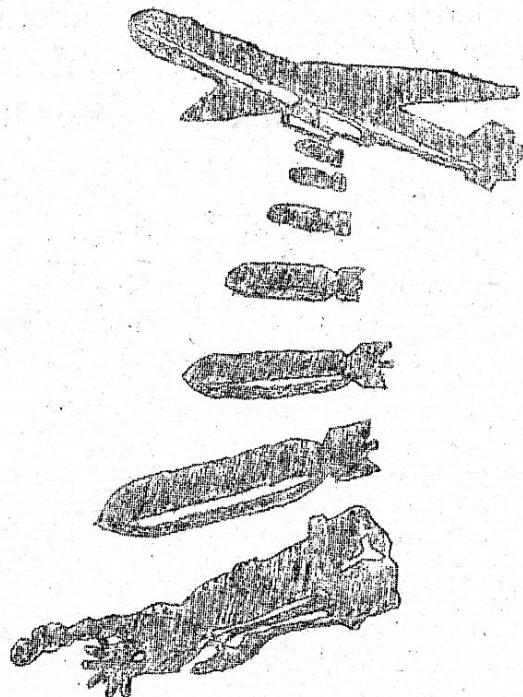
NIXON pour calmer la violente agitation intérieure s'efforce de faire croire à un désengagement total des USA de l'Indochine en annonçant le retrait partiel des troupes, mais ces retraits sont compensés par une intensification et une extension des bombardements qui ne peuvent plus être dissimulées à l'opinion américaine (cf. publication du rapport Mac Namara dans le New York Times). Du stade anti-impérialiste nombre de jeunes sont passés à la lutte anti-capitaliste et se battent contre les "pigs" de NIXON.

La révolution viet-namienne a montré aux peuples du monde qu'un peuple déterminé à conquérir sa liberté peut mettre en échec la plus

puissante armée impérialiste du monde. NIXON hésitera désormais à se jeter dans un nouveau Viet Nam. L'avenir La révolution Viet Namienne ne peut donc qu'encourager les peuples du monde à prendre les armes contre les oppresseurs capitalistes. La révolution cubaine, la révolution algérienne finiront régresser les colonialistes, la révolution indochinoise accule les impérialistes américains. C'est un encouragement pour les révoltes en cours et à venir. (Amérique Latine, Afrique)

- HASTA LA VICTORIA SIEMPRE !

FILM - DEBAT
sur le VIET-NAM
foyer socio-éducatif
Vendredi 17
17^e LYCEE POTIER



Lisez : la 2^e guerre d'Indochine

Quinze ans de Guerre
Révolutionnaire

Document de Formation n° 4
Communiste

PAKISTAN

L'ETINCELLE DU BENGALE

METTRA LE FEU A TOUTE L'INDE !

I. rappel historique: pour quoi le Pakistan?

Après la seconde guerre mondiale, il régnait sans aucun doute, en Inde une atmosphère pré-révolutionnaire: 1946: mutinerie de la flotte qui, après la répression des Britanniques provoqua des grèves de solidarité à Bombay puis dans toutes les manufactures, les usines de textile, les ateliers de chemin de fer du pays. Devant cette mobilisation des masses indiennes et le danger qu'elle représentait pour l'impérialisme britannique et la bourgeoisie indienne naissante, la revendication d'un état musulman indépendant (le Pakistan), lancée dès 1906, mise en avant par la Ligue musulmane (rassemblement de féodaux et d'intellectuels) permit de dévoyer ces luttes en luttes religieuse aboutissant, en 1947, à la création du Pakistan. mais qu'est ce que cela recouvrait? La Ligue musulmane défendait avant tout les intérêts de la bourgeoisie musulmane pour qui un état séparé signifiait la fin de la concurrence du commerce hindou.

II. LA SITUATION AVANT LA GUERRE INDE-PAKISTANAISE.

De 1947 à 1958, la ligue musulmane montra son incapacité à résoudre les problèmes du Pakistan: situation économique déplorable autant au Pakistan oriental qu'au Pakistan Occidental, régime féodal entretenu par les grands propriétaires terriens et l'impérialisme britannique (qui possédait des intérêts dominants dans le commerce pakistannais), disette chez les paysans et les ouvriers (les denrées de l'nécessité s'acquaient au marché noir). D'autre part la séparation du Pakistan en 2 états (séparés en provinces), distants de 1700 Kms créa de nombreux autres problèmes. Le Pakistan Oriental constitué d'une partie du Bengale (Bengale occidental: Inde; Bengale Oriental: Pakistan) est plus peuplé (75 millions contre 55), d'une économie plus prospère puisque plus riche en ressources naturelles (3/4 des exportations fournies par le Pakistan Oriental). Pourtant les fonds octroyés pour son développement sont minimes, son niveau de vie est inférieur à celui du Pakistan Occidental et toute l'administration est contrôlée à l'Ouest. De plus les Bengalis ont une tradition culturelle différente et leurs soulèvements étudiants (1952: quand on voulait supprimer l'ourdou, langue des Bengalis!) paysans (1946: pour réduire la part de la récolte du propriétaire foncier à un 1/3 ; elle était de 1/2 à l'époque)... prouvent sa plus grande maturité politique.

EN 1958, pour éviter des élections qui, malgré la répression, devaient favoriser l'opposition, les militaires, en la personne d'Ayub Khan, prennent le pouvoir. Cette dictature militaro-brureaucratique se caractérisa par la formation d'une armée dont les cadres faisaient des stages en Angleterre, une répression politique importante (gouvernement anti-socialiste, communistes emprisonnés, presse muselée, soulèvements écrasés...) une politique extérieure pro-USA avec flirt avec la Chine..

En 1968, exécutés par la politique d'Ayub Khan les étudiants, bientôt suivis des paysans et des ouvriers déclenchent un mouvement insurrectionnel. Ayub, après un soi-disant compromis avec une opposition fantoche, se retire au profit du général Yahya Khan qui décrète la loi martiale.

Yahya Khan poursuivra la politique de son prédecesseur et après les élections à l'assemblée constituante de fin 1970, qui donnèrent un avantage net à la ligue Awami (alors que le N.A.P: National Awami Parti: Parti Communiste Pakistanaise avec une aile pro-moscou et une aile pro-Pékin, boycottait les élections) entama la répression et le carnage que l'on connaît contre le Bengale Oriental qui réclamait, par la voie de la Ligue Awami, son autonomie.

III. LA LIGUE AWAMI:

Fondée en 1949 par H.S Subwardy pour s'opposer à la ligue musulmane anti-démocratique, était et est resté un parti libéral, national-bourgeois(petite bourgeoisie Bengali essentiellement) dont la revendication principale a toujours été l'autonomie du Bengale Oriental. Les 6 points de son plan:

- Gouvernement fédéral
- Monnaie unique
- Impôts levés par les gouvernements autonomes
- Comptes séparés pour les échanges avec l'étranger
- Création d'une milice au Pakistan Oriental etc..

démontrent la nature de classe de la ligue Awami, sa volonté de partager le gâteau capitaliste. En fait la Ligua Awami doit sa popularité à son chef Mudjibur Rehman qui s'apparente à Ghandhi, alors que cette période de génocide caractérisé par la lutte armée n'est pas favorable à l'arrivée d'un nouveau Gandhi. La situation actuelle exige une stratégie révolutionnaire tirant parti de la mobilisation paysanne..

IV. LES GRANDES PUISSANCES ET LE PAKISTAN.

LA CHINE

La bureaucratie maoiste au nom des intérêts de l'Etat chinois approuve ouvertement le Pakistan en se référant aux 5 principes de Bandoung(respect de l'intégrité territoriale, non ingérence mutuelle...) poignardant ainsi dans le dos les révolutionnaires Bengalis se réclamant du maoïsme (NAP et PCBO)

Cette politique n'a rien à voir avec celle d'un pays socialiste qui devrait apporter une aide totale à un pays, en l'occurrence le Bengale, privé de son indépendance et écrasé par une répression sanglante. Ainsi la bureaucratie chinoise adopte actuellement un cours droitier qui lui fait soutenir le gouvernement ceylanais de Mme Bandaranaike, réprimant sauvagement les masses ceylanaises des campagnes organisées au sein du JWP; la Chine a de plus accepté la rencontre avec Nixon au moment de l'offensive diplomatique du GRP sud vietnamien.

L'URSS

Elle demande à Yahya Khan de rester "modéré", envisage une solution politique et pacifique(" la coexistence pacifique"). Après la guerre Indo-pakistanaise de 65, le cessez le feu fut signé en URSS entre ces 2 états bourgeois. Ceci est compréhensible: selon la théorie stalinienne par étapes, les militants du NAP(National Awami Parti) ont toujours cru que la "bourgeoisie nationale" avait encore un rôle révolutionnaire à remplir!

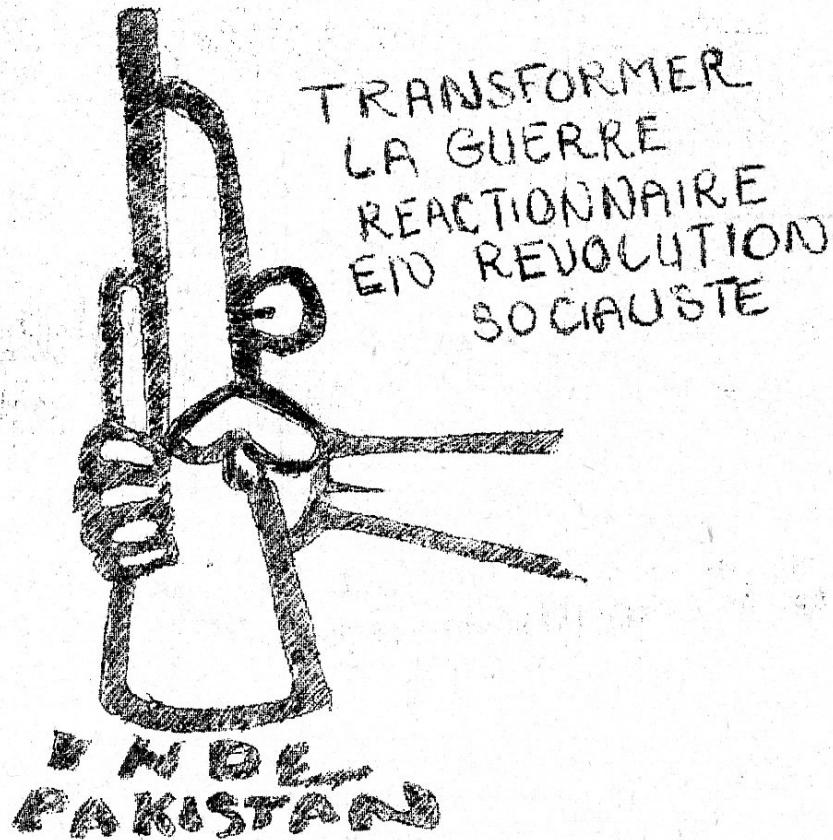
LES U.S.A

Les Etats Unis envoyèrent d'abord des armes au Pakistan Occidental(si les USA n'aidaient pas le Pakistan, ce serait la Chine!) et ont cessé depuis quelque temps, du moins officiellement, les envois d'armes, se retranchant derrière l'argument d'une affaire intérieure au Pakistan(argument de l'Angleterre et des autres puissances qui n'hésitent pas cependant, comme la France, à envoyer des armes au Pakistan Occidental). Ainsi même si la classe dominante perd le Pakistan Oriental, les USA espèrent avec l'Inde éviter un Bengale Rouge.

L'INDE

L'Inde, pays capitaliste déjà en faillite, voit son avenir économique fortement compromis après la venue de plus de 9 millions de réfugiés (et il en arrive de plus en plus chaque jour) sur son territoire. De plus la question politique est aussi primordiale: l'afflux de millions de réfugiés au Bengale Occidental vient déteriorer une situation déjà critique: pauvreté, fort chômage, ambiance pré-révolutionnaire depuis 3 ans. En quelque sorte les événements du Bengale permettaient "d' occuper " des milliers d'oisifs qui passaient au Bengale Oriental pour aider à la lutte contre la dictature. A ce sujet, il est important de signaler que l'aide effective de l'Inde à la lutte armée est dérisoire (alors qu'ils luttent avec des fusils datant de la dernière guerre, les étudiants et les paysans du Bengale Oriental se voient supprimer les armes chinoises modernes!) Par contre l'Inde a protégé le gouvernement fantoche de la ligue Awami réfugié dans son pays, parce qu'il sera le garant, dans l'avenir, de relations amicales avec la bourgeoisie indienne.

L'Inde recherche avant tout à éviter la formation d'un Bengale Oriental Rouge qui risquerait de contaminer le Bengale Occidental et toute l'INDE.



VI. LA GUERRE INDO-PAKISTANAISE.

Comme cela a été dit précédemment, si la démarche des bourgeoisies indiennes et pakistanaises sont différents, leur conclusion est commune: LA LIQUIDATION DE L'ENORME POTENTIEL REVOLUTIONNAIRE contenu dans le développement de la lutte de libération nationale du BENGLA-DESH.

Le dépassement de la lutte de libération nationale du Bengla-Desh en lutte de toutes les masses bengaliées pour leur émancipation nationale et sociale est la menace principale pour le gouvernement indien. C'est contre ce nouveau foyer révolutionnaire asiatique, relai potentiel de la révolution Indochinoise sur le sous-continent indien, que la bourgeoisie indienne a lancé ses armées.

Le but de cette guerre n'est rien d'autre que la sauvegarde des intérêts présents ou à venir de l'une ou l'autre clique dirigeante indienne ou pakistanaise. Les masses indiennes et pakistanaises sont les victimes de cette guerre.

'VI. TRANSFORMER LA GUERRE CONTRE REVOLUTIONNAIRE EN GUERRE CIVILE REVOLUTIONNAIRE.'

La bourgeoisie Indienne veut mettre en place au Bengale Oriental un gouvernement bourgeois qu'elle transporte déjà dans les bagages de son armée. Ce gouvernement ne peut être que celui de la Ligue Awami devenu un appendice du gouvernement Indien. Les Mukti Bahini bengalis (forces de libération) ont été partiellement, - ceux-là qui dépendent de la Ligue Awami, - intégrés dans les corps de l'armée Indienne. La victoire militaire des armées indiennes au Bengla-Desh ne signifiera en aucune manière la libération du peuple Bengali, mais l'assassination de l'action d'une armée bourgeoise réactionnaire à la guerre révolutionnaire du peuple Bengali qui commençait à se développer. Ainsi la bourgeoisie indienne réactionnaire veult maintenir divisé le Bengale tout en apparaissant comme le sauveur de la nation Bengali. Cette mystification pourra jouer un temps auprès des masses bengalies. Elle ne pourra pas leur masquer longtemps l'incapacité dans laquelle sera toute la direction bourgeoise d'apporter une solution à leur situation, après la destruction du pays par un cyclone en novembre 70, par la répression des armées ouest-pakistanaises, par la guerre entre l'Inde et le Pakistan sur le territoire du Bengale Oriental. Dans la foulée de cette guerre, aucune bourgeoisie dans le monde n'investira le moindre sou au Bengale Oriental. Déjà au Bengale occidental indien, les investissements sont presque stoppés. L'instabilité sociale est trop grande. La seule issue pour les masses bengalies est la lutte pour leur libération sociale, la guerre révolutionnaire contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Les années 70 seront au sous-continent indien ce que les années 60 ont été pour la révolution vietnamienne et indochinoise. La révolution asiatique prend avec la crise révolutionnaire bengalie un essor qui affirme la place de l'Asie comme épicentre de la révolution mondiale .

- À BAS LA GUERRE CONTRE REVOLUTIONNAIRE INDO-PAKISTANAISE !
- EN AVANT VERS UN BENGALE SOCIALISTE ET UNIFIÉ !
- EN AVANT VERS LA REVOLUTION DANS LE SOUS-CONTINENT INDIEN !

rejoignez les

Cercles Rouges
lycéens

